

Compte-rendu de la réunion du 19 novembre 2018

Le marché pétrolier et l'embargo iranien

1. Organisation des réunions IDées

Alexandre ROJEY, Animateur IDées

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

2. Introduction à la réunion :

Jean-Pierre FAVENNEC, Animateur du Groupe IDées « Géopolitique de l'énergie »

Le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, avec la mise en place d'un régime sévère de sanctions, visant notamment à restreindre considérablement les exportations de pétrole iranien, pouvait faire craindre une remontée brutale des cours du pétrole. Or, à l'inverse, du prix du baril de pétrole a chuté au niveau de 56 \$/b (brut WTI au 16 novembre 218).

Le prix du brut n'a jamais connu une évolution régulière, mais a subi d'amples fluctuations, ce qui rend les prévisions futures extrêmement périlleuses. La baisse actuelle suit une remontée intervenue après une chute spectaculaire liée à la production aux États-Unis d'hydrocarbures de roche-mère (huile et gaz « de schiste »)

3. Les sanctions sur l'Iran, histoire et effets

François NICOULLAUD, Ancien ambassadeur de France en Iran

L'Iran a été le pays le plus touché par les sanctions. Ces sanctions ont été principalement américaines, mais l'Iran a subi également des sanctions européennes et des sanctions décidées par les Nations Unies.

Les sanctions américaines remontent à la période Carter, suite à la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran. Elles sont régies par différents textes législatifs, mis en place à différentes époques : International emergency act, Foreign corrupt practice act, Patriot act (2001, à la suite des attentats du 11 septembre). Ce dispositif est complété par des lois spécifiques : Iran-Libyan sanction act, Iran sanction act (fin 2016, texte renouvelé tous les 5 ans). Ces réglementations comportent une clause permettant au Président d'édicter des exemptions (ainsi en 1996, le gouvernement Clinton a permis à Total de reprendre le contrat de Conoco).

Les sanctions se sont déployées en trois vagues. Après les vagues Carter et Reagan, la dernière a concerné le programme d'enrichissement de l'uranium mené par l'Iran. Les sanctions se sont ainsi progressivement durcies, aboutissant à un embargo général à l'exception de produits tolérés pour des raisons humanitaires (agroalimentaire, secteur médical).

La mise en place des sanctions a été largement facilitée par la chute de l'URSS et la disparition du veto soviétique. L'Union Européenne s'est jointe à cette politique de sanctions. Dominique de Villepin, avec l'accord de Jacques Chirac, a réussi toutefois en 2003 à engager une négociation avec l'Iran, en entraînant avec lui l'Allemagne et le Royaume-Uni. Cette négociation traînant en longueur, les Iraniens ont décidé à partir de 2006 de reprendre leur programme d'enrichissement. Les Nations-Unies ont

également imposé des sanctions, qui ont été limitées toutefois aux activités nucléaires.

Le but des sanctions était de faire pression sur l'Iran en étranglant l'économie iranienne. Elles ont effectivement abouti à réduire les exportations de pétrole, qui passées de 2 Mb/j à 1 Mb/j. Par contre, elles n'ont pas eu d'efficacité sur le programme nucléaire iranien.

Pour cette raison, John Kerry a estimé qu'il était préférable de renégocier avec l'Iran, en acceptant de relâcher l'exigence initiale de suppression de toutes les centrifugeuses, mais en imposant une limitation aux capacités d'enrichissement de l'Iran, assortie d'une contrôle. Il a abouti ainsi à un accord, fruit de la rencontre entre deux personnalités exceptionnelles, Hassan Rohani et John Kerry.

C'est cet accord que vient de dénoncer Donald Trump en imposant à nouveau à l'Iran un train de sanctions très dures.

4. La situation du marché pétrolier en novembre 2018

L'impact des sanctions américaines sur l'Iran

Francis PERRIN, Chercheur associé (Senior Fellow) à l'OCP Policy Center (Rabat)

La décision prise par Donald Trump de dénoncer l'accord nucléaire avec l'Iran et de remettre en place une politique de sanctions s'explique très bien, à partir du moment où l'on admet les postulats de base : pour les États-Unis, l'Iran est un pays dangereux, avec lequel il ne sert à rien de discuter et qui ne comprend que le langage de la force.

Pour exercer une pression économique maximale sur l'Iran, il importe de frapper en priorité le pétrole, qui représente 70% de ses exportations. Pour cela, il s'agit de faire pression sur les acheteurs et d'empêcher les investissements étrangers dans le secteur iranien des hydrocarbures.

En même temps, il faut pouvoir éviter une pénurie de pétrole qui ferait bondir son prix, en entraînant un risque de déstabilisation de l'économie mondiale. Par ailleurs, si le prix du pétrole augmente, la valeur des exportations iraniennes pourrait se maintenir, même à volume réduit.

Les mesures annoncées ont eu un effet considérable, avant même d'être effectivement appliquées. On a observé en effet en octobre 2018, 6 mois après l'annonce de Trump et avant la mise en vigueur de ces mesures, une forte baisse des exportations de pétrole iranien, qui sont passées de 2,5 Mb/j à 1,5 Mb/j. En outre, on n'a pas observé de pénurie et le prix du brut a même chuté de 20% environ.

Ceci est lié à un ensemble de facteurs, tous liés à la politique américaine : augmentation de la production de pétrole et de liquides de gaz naturel (associés à la production de gaz) aux États-Unis - la production de pétrole aux États-Unis atteint 11,4 Mb/j, la production de pétrole augmentée de la production de liquides de gaz naturel atteint 16,5 Mb/j, et il faut ajouter environ 1 Mb/j d'éthanol - , pression sur l'Arabie Saoudite pour qu'elle augmente sa production, exemption pour 8 pays de l'embargo pétrolier iranien, augmentation des stocks aux États-Unis, ce qui constitue un signal important pour les traders, pas d'anticipation à la hausse en raison des risques de ralentissement de l'économie mondiale, bonne tenue du dollar. Ces facteurs tiennent en grande partie à la conjoncture, mais deux d'entre eux sont délibérés : ce sont les pressions sur l'OPEP et l'Arabie Saoudite ainsi que les exemptions sur l'embargo.

Pour le moment, cette politique peut être considérée par l'administration Trump comme un succès. À plus long terme, il existe un risque de pénurie (baisse de la

production au Venezuela, incertitudes au Nigéria et en Libye, réductions possibles de la production de l'OPEP). Face à ces risques, les États-Unis vont mettre en place des mesures consistant notamment à promouvoir une hausse des exportations de pétrole irakien, qui atteint déjà 4,6 Mb/j et dont le potentiel de développement est considérable.

5. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

Efficacité des sanctions

La politique de sanctions est extrêmement efficace, puisqu'elle a eu un impact très important avant même d'être effective. Ceci est largement dû à ses effets induits. Les opérateurs pétroliers sont des compagnies privées qui redoutent les effets de ces sanctions car elles ont déjà l'expérience de l'extraterritorialité dont se prévaut la législation américaine (amende record payée par BNP Paribas). En outre, la plupart de ces opérateurs, notamment TOTAL, ont des intérêts importants aux États-Unis. La législation américaine concerne toutes les transactions effectuées en dollars. Le pétrole étant payé en dollars, les États-Unis disposent ainsi d'un moyen de pression considérable.

Politique américaine

La politique menée par l'administration Trump repose largement sur l'intimidation. Pour ce moment, elle aboutit indéniablement à des résultats qui peuvent être considérés comme positifs par l'administration américaine.

Elle est conçue dans le cadre d'un renforcement de l'alliance États-Unis/Arabie Saoudite/Israël. Compte-tenu de l'ampleur des intérêts conjoints entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, l'affaire Kashoggi devrait passer rapidement au second plan. Dans le domaine du nucléaire, la politique est menée au cas par cas. La possession de la bombe est tolérée pour certains pays (Pakistan, Israël). Dans le domaine du nucléaire civil, les États-Unis cherchent à imposer des contraintes de non-enrichissement, notamment pour les pays du Sud.

Situation de l'Union Européenne

Tout en reconnaissant qu'elle est pénalisée par la politique de sanctions américaine, l'Union Européenne s'avère incapable de réagir avec efficacité.

Le dispositif de troc qu'elle a préconisé a été introduit beaucoup trop tard et il est trop compliqué pour être effectivement appliqué.

Elle n'a pas réussi à substituer l'Euro au dollar comme monnaie de paiement du pétrole ou comme monnaie de réserve.

Les compagnies européennes sont en outre extrêmement vulnérables aux sanctions américaines.

Conclusion

La stratégie américaine de sanctions semble couronnée de succès, au moins en 2018. La puissance américaine s'appuie sur l'arme du dollar et sur une position dominante dans le domaine des hydrocarbures, les États-Unis étant devenus les premiers producteurs de pétrole et de gaz naturel, devant l'Arabie Saoudite et la Russie. L'Iran dispose d'une marge de manœuvre très réduite. Il existe certains moyens de contournement des sanctions, mais il y en a peu.